



N° / 267

La Mission Permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisation Internationales en Suisse présente ses compliments au Service des procédures spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, et se référant à Sa correspondance du 31 mai 2024 relative à la Communication conjointe AL TUN 3/2024 portant sur la situation de l'Association tunisienne pour la justice et l'égalité (Damj), a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse de l'Etat tunisien à cette Communication.

La Mission Permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisation Internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Service des procédures spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'assurance de sa très haute considération.

Genève, le 04 octobre 2024



Service des procédures spéciales

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme

Palais des Nations, CH-1211, Genève 10 Suisse

ohchr-registry@un.org

Mission permanente de la République tunisienne à Genève

La République tunisienne

Présidence du Gouvernement

**Commission nationale de coordination, d'élaboration
et de présentation des rapports et de suivi
des recommandations dans le domaine
des droits de l'homme**

Secrétariat permanent

Note contenant

La réponse de l'État tunisien à la communication conjointe de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme relative à la situation de l'Association tunisienne pour la justice et l'égalité (Damj)

(Réf. : AL TUN 3/2024)

Cadre général

L'État tunisien a reçu une communication conjointe émanant de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme (Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Rapporteuse spéciale sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains et Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre) au sujet de la situation de l'Association tunisienne pour la justice et l'égalité (Damj).

La communication conjointe contient des allégations et des affirmations formulées par l'association Damj, en particulier la coordonnatrice du bureau de l'association à Sfax, selon lesquelles des membres des bureaux de Damj à Sfax, à Tunis et au Kef auraient fait l'objet d'agressions et d'actes de harcèlement. Ils auraient reçu, sur les lignes fixes des bureaux centraux et régionaux de l'association, des appels téléphoniques d'individus qui se faisaient passer pour des agents de sécurité des services compétents du Kef et des services de sécurité nationale de Sfax pour obtenir des informations sur les membres, les locaux et les domaines d'intervention de Damj et les auraient menacés d'utiliser des rapports de police pour mettre fin aux activités de l'association. La communication mentionne en outre l'utilisation des plateformes Instagram et TikTok par un créateur de contenu tunisien, Malek Khedri, à des fins d'incitation à la haine et à la violence contre les personnes ayant une orientation sexuelle différente. Malek Khedri, dont les comptes sur lesdits réseaux sociaux ont été suspendus, a rassemblé un groupe d'environ mille personnes sur la plateforme Telegram, dont il s'est servi pour lancer des appels à la violence contre des membres de l'association Damj et des personnes ayant une identité sexuelle différente, publiant des photos et des vidéos de ces personnes, ainsi que les adresses et numéros de téléphone des bureaux de l'association.

Selon la communication, à la suite d'une plainte déposée par l'association auprès du parquet du tribunal de première instance de Tunis, le 8 août 2023, le créateur de contenu a été convoqué, interrogé et poursuivi en justice.

Il est également indiqué dans la communication que deux plaintes visant deux agents de sécurité ont été déposées par la coordonnatrice de Damj à Sfax auprès du parquet du tribunal de première instance dudit gouvernorat, pour des faits remontant à juillet 2023 et février 2024. Le 25 mars 2024, la coordonnatrice aurait aussi porté plainte auprès du parquet du même tribunal contre le père d'un bénéficiaire des services de l'association et le neveu de celui-ci, qui serait, selon elle, membre de la Garde nationale. Ce dernier l'aurait menacée de mort au cours des appels téléphoniques qu'elle aurait reçus de ces deux individus. Le 20 avril 2024, la coordonnatrice a été convoquée et entendue comme plaignante. L'auteur présumé des faits, également convoqué, ne s'est pas présenté. Le 21 avril 2024, la coordonnatrice a déposé une quatrième plainte à la suite d'une attaque lancée contre son domicile par un groupe de personnes qui, selon elle, étaient armées de bâtons et de couteaux. Les auteurs de la communication font ensuite référence à plusieurs cas de procédures judiciaires.

À la lumière de ce qui précède, nous fournissons les informations suivantes :

Allégations contenues dans la communication

Il convient de noter qu'aucune requête ou plainte visant des militants de l'Association tunisienne pour la justice et l'égalité (Damj) n'a été enregistrée. Au cours des dernières années, les agents de sécurité ont régulièrement fait l'objet de fausses déclarations et allégations de harcèlement de la part de militants de l'association (par exemple, Rania al-Amdouni, Saif al-Ayadi et Badreddine Baabou). Ainsi, une plainte a été déposée le 25 octobre 2021 par Badreddine Baabou, ancien Président de l'association, pour agression extrêmement violente perpétrée par des agents des unités de la sécurité nationale de Bab Bhar. Ces allégations ont été réfutées après enquête.

En outre, aucune plainte administrative n'a été enregistrée auprès des services compétents du Ministère de l'intérieur au nom de la coordonnatrice de Damj à Sfax. Il s'est avéré aussi qu'aucun représentant du bureau de l'association à Sfax ne s'était adressé aux services compétents du gouvernorat pour dénoncer des actes de harcèlement commis par des agents de sécurité ou déclarer être pris pour cible par d'autres parties, et qu'aucun contact n'a jamais été établi avec l'association.

D'une manière générale, aucune requête ou plainte n'a été enregistrée auprès des services compétents du Ministère au sujet des menaces et des violations des droits de l'homme présumées dont aurait été victime la communauté homosexuelle et qui auraient porté atteinte au droit de réunion pacifique et à la liberté d'association des membres de cette communauté, ainsi qu'à leur vie privée et à leur liberté d'expression, en raison de leur orientation sexuelle.

S'agissant de la plainte déposée par le représentant légal de l'association concernée contre le créateur de contenu, M. K. H., qui, selon l'association, se serait servi des plateformes de médias sociaux TikTok et Instagram pour diffuser des discours de haine contre les membres de Damj et publier des photos de ces derniers ainsi que les numéros de téléphone de leurs bureaux, le Procureur de la République près le tribunal de première instance de Tunis a indiqué que ledit créateur de contenu a été déféré devant la chambre correctionnelle de Tunis. À l'audience du 29 avril 2024, le tribunal de première instance, ayant estimé que les faits reprochés à l'intéressé constituaient des atteintes verbales aux bonnes mœurs, a condamné ce dernier à une amende de 300 dinars et au paiement des dépens et rejeté l'action civile. L'intéressé a fait appel de cette décision le 8 mai 2024.

Pour ce qui est des plaintes que la coordonnatrice de l'association à Sfax affirme avoir déposées auprès du parquet du gouvernorat, il convient d'abord d'apporter les précisions ci-après. La communication contient des informations selon lesquelles ladite coordonnatrice aurait déposé plusieurs plaintes auprès du parquet de Sfax. Cependant, elle ne mentionne que les dates de dépôt de deux plaintes, à savoir le 25 mars 2024 et le 21 avril 2024, et ne fournit aucun renseignement au sujet des autres plaintes évoquées (date de dépôt et auteurs présumés).

Après consultation, le parquet du tribunal de première instance de Sfax a indiqué que, vérification faite des registres des bureaux de plaintes et dans le système d'information, aucune plainte n'a été enregistrée auprès du parquet du gouvernorat au nom de la coordonnatrice de Damj, que ce soit aux dates mentionnées dans la communication ou à d'autres dates.

En ce qui concerne les affaires pénales énumérées dans la communication, ainsi que l'allégation selon laquelle les accusés avaient fait l'objet de poursuites en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre, il convient de souligner que ces personnes ont été poursuivies, car elles étaient soupçonnées d'avoir commis des actes réprimés par la législation tunisienne, en application des dispositions du Code pénal et du principe de la légalité des délits et des peines. Elles ont bénéficié des garanties d'une procédure régulière tout au long de leur détention et de leur procès, ainsi que de l'ensemble des garanties juridiques relatives aux droits de toute personne visée par des procédures pénales, ce qui contredit l'affirmation selon laquelle leur arrestation faisait partie d'une vague d'arrestations visant certaines personnes en raison de leur identité de genre et de leur orientation sexuelle. De fait, le critère appliqué pour justifier l'ouverture de poursuites judiciaires est que la personne visée commet intentionnellement un acte tout en sachant que celui-ci est réprimé en droit pénal et qu'il l'exposera à des poursuites, et non l'identité, l'orientation, les désirs ou l'appartenance de cette personne, quels qu'ils soient. En témoigne l'issue de l'une des affaires citées dans la communication, dans laquelle le tribunal s'est prononcé en faveur de quatre femmes transgenres poursuivies pour prostitution clandestine et a décidé de classer l'affaire.

Mesures prises pour interdire la diffusion de discours haineux

Il convient de préciser que l'État tunisien s'efforce de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits et l'intégrité physique et mentale de toutes les personnes sans discrimination, conformément aux obligations qui lui incombent, aux principes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et à la législation nationale garantissant la protection de ces droits et des libertés fondamentales. Il veille en outre à ce que les victimes de discours et de crimes de haine reçoivent une indemnisation et un soutien appropriés.

Les victimes ont, par ailleurs, accès à des voies de recours qui leur permettent d'obtenir justice et réparation. Cependant, pour obtenir une indemnisation, elles doivent en faire la demande auprès du tribunal saisi de l'affaire et se voir accorder le statut de victime.

L'État tunisien mène dans le pays une lutte contre diverses infractions relevant de la cybercriminalité, dont l'incitation à la haine sur les sites des médias sociaux. À cet égard, le décret-loi n° 2022-54 du 13 septembre 2022 relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication a été adopté dans le but de réglementer les procédures de poursuite, d'enquête et de collecte de preuves électroniques qu'engagent l'Agence technique des télécommunications et les services compétents du Ministère de l'intérieur, chacun selon son domaine de compétence, en application d'un mandat émis par une autorité judiciaire ou par des officiers de la police judiciaire habilités à cet effet.

Liberté d'association et droit d'exercer des activités associatives sans crainte ni répression

Le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations a apporté des changements radicaux en abolissant le système d'agrément et en le remplaçant par un régime de déclaration qui facilite la formation d'associations en toute liberté, selon les conditions en vigueur.

L'article premier de ce décret-loi garantit le droit de former des associations et d'y adhérer, ainsi que le droit d'exercer des activités associatives, et prévoit le renforcement du rôle des organisations de la société civile, leur développement et le respect de leur indépendance, comme en témoigne le fait qu'il existe dans le pays différentes associations œuvrant à la défense des droits des personnes LGBT, comme Damj et Shams, cette dernière ayant, par ailleurs, créé sa propre station de radio.

De plus, selon l'article 7 du décret-loi : « [1] l'État prend toutes les mesures nécessaires garantissant à tout individu sa protection par les autorités compétentes contre toute violence, menace, vengeance, discrimination préjudiciable de fait ou de droit, pression ou toute autre mesure abusive suite à l'exercice légitime de ses droits prévus par le présent décret-loi ». Toute atteinte à ces droits constitue une infraction punie par la loi tunisienne.



مذكرة تتضمن

ردّ الدولة التونسية على البلاغ المشترك الصّادر عن عدد من الإجراءات الخاصة
لمجلس حقوق الإنسان بشأن وضعية الجمعية التونسية للعدالة والمساواة "دمج"
(Réf : AL TUN 3/2024)

الإطار العام:

تلقت الدولة التونسية بلاغا مشتركا صادرا عن عدد من الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان بشأن وضعية الجمعية التونسية للعدالة والمساواة "دمج" (المقررة الخاصة المعنية بتعزيز وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير والمقررة الخاصة المعنية بالحق في التّجمع السّلمي وتكوين الجمعيات والمقررة الخاصة المعنية بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان والخبير المستقلّ المعنيّ بالحماية من العنف والتمييز بناء على التّوجّه الجنسي والهوية الجنسية).

ويتضمّن البلاغ المشترك ادّعاءات ومزاعم صادرة عن الجمعية المذكورة وخاصة منسقة مكتب الجمعية بصفاقس والتي مفادها تعرّض أعضاء المكتب بصفاقس وتونس والكاف إلى الاعتداءات والهرسلة من خلال تلقّي مكالمات هاتفية على الهواتف الفارة لمكاتب الجمعية المركزية والجهوية من أطراف يقدمون أنفسهم كأمنيين منتمين إلى الوحدات المختصة بالكاف وإقليم الأمن الوطني بصفاقس تتضمن استرشادا عن أعضاء الجمعية وعن مقرّاتها وعن مجالات تدخلها وتهديدا بإيقاف نشاطها بناء على تقارير أمنية، هذا فضلا عن استعمال أحد صانعي المحتوى بتونس المدعو م. خ منصة "انستغرام" و "تيك توك" لإطلاق حملة كراهية وعنف ضدّ الأشخاص الذين لهم ميولات جنسية مختلفة والتي تم على إثرها تعليق حسابه على المنصتين فالتجأ إلى منصة "تيليجرام" وقام بتجميع حوالي ألف شخص وعرض صور ومقاطع فيديو لأعضاء جمعية "دمج" وأشخاص من ذوي الهوية الجنسية المختلفة مع عناوين وأرقام هواتف مكاتب الجمعية داعيا إلى العنف ضدهم.

ويضيف البلاغ أنه بتاريخ 08 أوت 2023 تقدّمت الجمعية المذكورة بشكاية ضد صانع المحتوى المذكور لدى النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بتونس وقد تمّ استدعائه والتّحقيق معه وتتبعه عدليا.

كما يتضمن البلاغ إضافة إلى ذلك أنّ منسقة دمج بمدينة صفاقس قد تقدّمت بشكائيتين ضدّ أمنيين لدى النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بصفاقس فيما يخصّ الوقائع الرّاجعة إلى شهر جويلية 2023 وشهر فيفري 2024. كما

تقدّمت بشكاية إلى النيابة العمومية بنفس المحكمة بتاريخ 25 مارس 2024 ضدّ والد أحد المنتفعين بخدمات الجمعية وابن شقيقه الذي يعمل حسب ادّعاءها عوناً بالحرس الوطني والذي تلقّت منهما مكالمات هاتفية تعمد خلالها الأخير تهديدها بالقتل وقد تمّ استدعاؤها بتاريخ 20 أبريل 2024 وسماعها كشافية كما تمّ استدعاء المشتكى به الذي امتنع عن الحضور. وبتاريخ 21 أبريل 2024 تقدّمت بشكاية رابعة بعد تعرّض منزلها إلى هجوم من طرف مجموعة من الأنفار يحملون حسب زعمها عصياً وسكاكين. كما تطرّق البلاغ إلى عرض حالات تتبّع قضائي.

وتبعاً لما تقدّم، نفيديكم بالمعطيات التالية:

❖ بالنسبة للادّعاءات الواردة بالبلاغ:

تجدر الإفادة بعدم تسجيل أية عرائض أو شكاوى تستهدف الناشطين بالجمعية التونسية للعدالة والمساواة "دمج"، علماً وأنّ بعض النشطاء في الجمعية تعودوا خلال السنوات الأخيرة إطلاق الادّعاءات والمزاعم الكاذبة حول تعرّضهم لمضايقات وهرسلة من قبل الأمنيين (على غرار كلّ من "رانية العمردوني" و"سيف العيادي" و"بدر الدين بعبو...") وقد سبق وأن سجّلت شكاية لفائدة "بدر الدين بعبو" الرئيس السابق للجمعية المذكورة بتاريخ 25 أكتوبر 2021 من أجل الاعتداء بالعنف الشّديد من قبل أعوان أمن تابعين لمنطقة الأمن الوطني بباب بحر، وقد أفضت الأبحاث إلى دحض ادّعاءات المعني بالأمر.

كما لم يتم تسجيل أية شكاية إدارية لدى المصالح المعنية بمصالح وزارة الدّاخلية صادرة عن منسّقة جمعية "دمج" بصفاقس. كما تبين عدم تقدّم أي ممثّل عن مكتب جمعية "دمج" بصفاقس لدى الوحدات المعنية بالمكان قصد الإعلام بالتعرّض لمضايقات أمنية أو إمكانية استهدافه من أي جهة كانت ولم يسبق أن تمّ ربط الصّلة بهذه الجمعية. وعموماً لم يتمّ تسجيل أية عرائض أو شكاوى لدى المصالح المعنية بالوزارة بخصوص ادّعاء تعرّض مجتمع المثليين للتهديدات والانتهاكات لحقوق الإنسان والتي طالّت حسب زعمهم حرّيتهم في التّجمّع السّلمي وتكوين الجمعيات ونالت خصوصيتهم وحرّيتهم في التّعبير بسبب توجّهاتهم الجنسية.

- بالنسبة لشكاية الجمعية في شخص ممثّلها القانوني ضدّ صانع المحتوى م.خ والذي ادّعت أنّه استعمل منصّات التّواصل الاجتماعي "تيك توك" و"انستغرام" لنشر خطاب الكراهية ضدّ المنتمين لجمعية دمج ولنشر صورهم وأرقام هواتف مقرّاتهم، فقد أفاد السيد وكيل الجمهورية لدى المحكمة الابتدائية بتونس بأنّ صانع المحتوى المذكور قد أحيل على المجلس الجنائي بتونس. وفي جلسة يوم 29 أبريل 2024 قضت المحكمة ابتدائياً بحضوره باعتباره الأفعال المنسوبة للمتهم من قبيل التعدي على الأخلاق الحميدة بالقول وتخطّئته لأجل ذلك بثلاثمائة دينار وحمل المصاريف القانونية عليه وبرفض الدّعوى المدنية وقد تولّى المتهم استئناف الحكم المذكور بتاريخ 08 ماي 2024.

- بالنسبة للشكاوى التي تدّعي منسّقة الجمعية بصفاقس أنّها تقدّمت بها لدى النيابة العمومية بصفاقس، يجدر التّوضيح في البداية، بأنّ البلاغ تضمّن ادّعاءات المنسّقة المذكورة بتقديم أكثر من شكاية لدى النيابة العمومية بصفاقس واقتصرت بالنسبة لشكايتين منها على ذكر تواريخ الإيداع الموافقة لـ 25 مارس 2024 و 21 أبريل 2024 في حين لم يتضمّن البلاغ بخصوص الشكايتين الباقيتين أي معطى في علاقة بتاريخ تقديمها أو الأطراف المشتكى بهم.

وبمراجعة النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بصفاقس، أفادت أنه بعد التثبت في الدفاتر المسوكة لدى مكاتب الشكايات وفي المنظومة الإعلامية تبين عدم تسجيل أي شكايات مقدمة من طرف المعنية بالأمر لدى النيابة العمومية بصفاقس لا في التواريخ المذكورة بالبلاغ ولا في تواريخ أخرى.

- بالنسبة للقضايا الجزائية التي تم تعدادها بالبلاغ مع الادعاء بأن التتبعات القضائية التي أثرت بمناسبة قد تمت على أساس الميولات والهوية الجنسية للمتهمين، فيجدر التأكيد على أن التتبعات القضائية التي أثرت ضد المذكورين كانت بناء على شبهة ارتكابهم لأفعال يجرمها القانون التونسي وفق أحكام المجلة الجزائية ووفق مبدأ شرعية الجرائم والعقوبات. وقد تم أثناء فترة الاحتفاظ بهم ومحاكمتهم احترام الإجراءات وتمكينهم من كل الضمانات القانونية التي يتمتع بها كل المتهمين، وهو ما يحول دون اعتبار أن ذلك يندرج في إطار موجة من الإيقافات التي تستهدف الأشخاص بناء على هويتهم وميولاتهم الجنسية، فالعبرة عند إثارة التتبعات ضد أي شخص هي اتجاه نيته إلى ارتكاب فعل يعمل مسبقا أنه تحت طائلة القانون الجزائي وأن ارتكابه سيعرضه للتتبعات العدلية وليس هويته أو ميولاته أو رغباته أو انتماءاته مهما كان نوعها وذلك بدلالة أن المحكمة قد قضت في أحد الوضعيات التي تم استعراضها في حق أربع نساء من العبارات تم تتبعهن من أجل شبهة ممارسة البغاء السري وبعدم سماع الدعوى كما ورد بالبلاغ.

❖ التدابير المتخذة لمنع انتشار الخطابات الداعية إلى الكراهية:

تجدر الإشارة إلى أن الدولة التونسية تحرص على اتخاذ كافة التدابير اللازمة لحماية الحرية الجسدية والنفسية لجميع الأشخاص وضمان حقوقهم دون تمييز على نحو يتفق مع علو درجة المسؤولية وتقيدا بالمرجعية الأممية لحقوق الإنسان والنصوص التشريعية المتعلقة بحماية حقوق الإنسان وحرّياتهم الأساسية. كما تضمن حصول ضحايا خطاب الكراهية وجرائم الكراهية على التعويض والدعم المناسبين.

هذا ويمكن للضحايا الوصول إلى سبل الانتصاف القانونية للحصول على العدالة والتعويض. غير أن الحصول على التعويضات يستوجب تقديم مطلب في الغرض لدى المحكمة المتعہدة بالملف وثبوت صفة الضحية في جانب الطالب.

كما أنه في إطار مكافحة مختلف الجرائم المتصلة بالمجال السيبرني الوطني بما في ذلك جرائم التحريض على الكراهية بمواقع التواصل الاجتماعي. تم إصدار المرسوم عدد 54 لسنة 2022 المؤرخ في 13 سبتمبر 2022 والمتعلق بمكافحة الجرائم المتصلة بأنظمة المعلومات والاتصال. وينظم هذا المرسوم الإجراءات المتعلقة بالبحث والتحقيق وجمع الأدلة الإلكترونية، من خلال تعهد الوكالة الفنية للاتصالات والمصالح المختصة بوزارة الداخلية كل حسب الخدمة التي يسيدها بإنجاز اختبارات البحث الصادرة عن السلطة القضائية و/أو مأموري الضابطة العدلية المأذون لهم في ذلك.

❖ بالنسبة لحزبة تكوين الجمعيات وممارسة نشاطها بدون خوف أو قمع:

أدخل المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات تغييرات جذرية حيث ألغى نظام التأشيرة وعوضه بنظام التصريح ليفسح المجال لتكوين الجمعيات بكل حزبة طبقا للشروط الجاري بها العمل.

وينص الفصل الأول منه على ضمان حرية تكوين الجمعيات والانضمام إليها وتنفيذ أنشطتها وتعزيز دور منظمات المجتمع المدني وضمان تنميتها واحترام استقلالها، ويمكن الاستدلال على ذلك بوجود عدة جمعيات ناشطة في مجال الدفاع عن حقوق مجتمع الميم على غرار جمعيتي دمج وشمس التي أسست أيضا قناة إذاعية خاصة لها.

كما جاء بالفصل السابع منه أن "تتخذ الدولة جميع التدابير اللازمة التي تكفل لكل شخص حماية السلطات المختصة له من أي عنف أو تهديد أو انتقام أو تمييز ضار فعلا أو قانونا أو ضغط أو أي إجراء تعسفي آخر نتيجة لممارسته المشروعة للحقوق المشار إليها في هذا المرسوم. ويعد أي انتهاك لهذه الحقوق أو الاعتداء عليها جريمة يعاقب عليها القانون التونسي".